

Le Conseil de la Résistance se réunit à Paris pour la première fois le 27 mai 1943. Les 17 membres présents reconnaissent à l'unanimité le général de Gaulle comme le chef politique de la Résistance. Ce Conseil rassemblait sous la présidence de Jean Moulin huit représentants des Mouvements de Résistance, six des partis politiques et deux des centrales syndicales ouvrières. Le Conseil de la Résistance avait une double fonction : d'une part être "un embryon de la représentation nationale" en exprimant les diverses tendances de la Résistance, d'autre part faire appliquer en France les décisions du Comité français de la Libération nationale.

Après l'arrestation de Moulin à Caluire, le 21 juin 1943, Georges Bidault le remplace à la tête du Conseil National de la Résistance (CNR), qui ne prendra le qualificatif de "national" qu'à l'automne 1943. Celui-ci adopte le 15 mars 1944, à l'unanimité, un programme commun qui est perçu comme une véritable charte de gouvernement. En effet, une des principales fonctions du CNR était aussi d'être un lieu de débats et de négociations permettant de maintenir la cohérence au sein de l'Etat clandestin. En cela, le CNR était un véritable symbole d'union nationale.

Loin de se limiter à l'abrogation des mesures du gouvernement de Vichy, ou de viser à la restauration des réformes du Front Populaire, le programme du C.N.R. « les jours heureux » innove et s'avère d'une grande modernité.

Il y a 80 ans, écrit dans la nuit noire de l'occupation, ce programme ne cesse de nous étonner par sa puissance et son anticipation.

Dans le C.N.R., chacun des membres représente plusieurs organisations, un tiers sont des syndicalistes.

Le compromis est fort parce qu'il s'est fait sur la base des intérêts du monde du travail. Le Capital, compromis dans la collaboration avec Vichy et l'Allemagne nazi, était exsangue et à terre.

Pour le monde du travail, les acquis sociaux du C.N.R. sont colossaux et constituent les piliers de notre société depuis 80 ans :

- Rétablissement des libertés syndicales,
- Sécurité sociale et retraite
- Nationalisations des secteurs stratégiques,
- Création des comités d'entreprise
- Liberté et indépendance de la presse
- Démocratisation de l'accès à l'éducation et à la culture.

Le C.N.R. présidé par Louis Saillant de la CGT crée les états généraux de la renaissance française.

En moins de 3 ans, entre 1944 et 1947, dans un pays ruiné, ce programme de transformations démocratiques, politiques, économiques, sociales et culturelles le plus profond, le plus audacieux est le plus vaste entrepris depuis 1789.

Le patronat ne l'a jamais accepté et saisi toutes les occasions pour bloquer, entraver ou détricoter la mise en œuvre du programme du C.N.R.

Dans les années 80, on assiste à un renversement quand l'Etat se met au service des marchés financiers.

La politique menée par l'actuel président Emmanuel MACRON vise à affaiblir la Sécurité Sociale et l'Assurance Chômage.

Cette remise en cause, cette usurpation de sigle dans le **Conseil National de la Refondation**, se double d'une déchéance morale : les digues érigées grâce à la résistance entre les forces républicaines et l'extrême droite sont consciencieusement détruites, et le R.N. est désormais considéré comme un parti comme les autres.

Dans cette période où les idées d'extrême droite font de plus en plus recette, l'expérience des « jours heureux » doit nous servir de point de repère et nous inspirer.

- Résister en luttant pour empêcher les reculs et construire des alternatives

- Rechercher l'unité des forces syndicales et politiques sur la base des intérêts du mode du travail car elles sont déterminantes,
- Remettre la question sociale au centre avec des perspectives rassembleuses, à l'image du projet de sécurité sociale pour tous, alors que l'extrême droite prospère sur les mises en opposition, la défiance et le repli identitaire.

OUI, NOUS AVONS DU TRAVAIL, à nous, il revient de reprendre la dynamique et la force d'espoir pour poursuivre l'écriture d'une ambition émancipatrice, démocratique et unitaire.

Aujourd'hui 1er mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à être représentés dans l'entreprise, à faire grève, à manifester librement. Défendons nos unions locales et nos Bourses du Travail !

POUR LA PAIX !

Le monde est de moins en moins sûr et la guerre se rapproche. Palestine, Ukraine... les conflits militaires se multiplient et engendrent des centaines de milliers de morts civils et militaires. Les grandes puissances se réarment massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne).

En manifestant le 1er mai, comme le font les travailleuses et les travailleurs du monde entier, nous exigeons une paix juste et durable partout où la guerre fait rage.

Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide, nous nous mobilisons pour affirmer que l'occupation israélienne et les massacres dans les territoires palestiniens doivent cesser.

Affamer des populations, tuer des civils, raser des villes, abattre des journalistes, tuer des humanitaires, bombarder des hôpitaux, ce n'est en aucun cas de la lutte contre le terrorisme, ou de la défense. Ce sont des crimes ignobles que nous devons dénoncer au nom de notre humanité, comme nous avons dénoncé les attaques du Hamas contre les civils israéliens le 7 octobre 2023.

Assez de sang ! Assez de larmes !

Le 1er mai : SALAIRE, JUSTICE, SYNDICAT et PAIX !

VIVE LA LUTTE, VIVE LE 1^{ER} MAI journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs. Rendez-vous place de la république pour une grande manifestation.

Mesdames, messieurs, chers camarades je vous invite maintenant à lever nos verres pour cet anniversaire des 80 ans du Conseil National de la Résistance.

L'expo restera en place pendant tout le mois de mai et vous pourrez, si vous le souhaitez, acheter le livre « les jours heureux ».